



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Guerre commerciale**

**Première discussion entre responsables chinois et américains**

Le vice-Premier ministre chinois Liu He s'est entretenu avec Katherine Tai ... • (Page 08)

**Europe**

**Des ONG attaquent les pros de la reconnaissance faciale**

Une plainte a été déposée contre la start-up américaine qui commercialise la technologie de Face ID au motif que les ... • (Page 08)

**Financement partiel de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé**

• (Page 03)

**La BOAD accorde 20 milliards FCFA au Togo**



• Le Président de la BOAD, Serge EKUE

**Gestion du budget de l'État**

**Les recommandations de la Cour des Comptes**

La Cour des Comptes recommande à l'État, la prise de dispositions en vue d'appliquer dans tous ses ... • (Page 02)

**Recrudescence des d'homicide**

**Lire la Déclaration de WANEP-Togo**

La branche togolaise du réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP-Togo), dans son rôle de prévention, de résolution pacifique des ... • (Page 05)

**Economie togolaise**

**Le CADERDT pour l'intelligence au service des PME**

Le CADERDT (Centre Autonome d'étude et de renforcement des capacités pour le développement au Togo ... • (Page 04)

**Entreprenariat**

**Limogé après une grève, il refait sa vie au poulailler**

Logossou Adzété, natif de Tabligbo (préfecture de Yoto), jadis mécanicien dans une usine de cimenterie ... • (Page 11)

**Togo / vallée du fleuve Mono**

• (Page 04)

**Signature d'accord du projet Africa Europa Farm**



**SETIF - TOGO Sarl - U**  
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière  
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export  
Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP  
(+228) 22 40 40 46  
(+228) 92 06 85 06  
Lomé - TOGO  
togsetif@gmail.com  
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

## Gestion du budget de l'État

## Les recommandations de la Cour des Comptes

La Cour des Comptes recommande à l'État, la prise de dispositions en vue d'appliquer dans tous ses aspects, la loi portant code de transparence dans la gestion des finances publiques. Cette recommandation qui vise à l'amélioration de la gestion du budget de l'État, est formulée dans son rapport d'observations définitives sur le contrôle de l'exécution de la loi de finances, gestion 2019, produit en décembre 2020 et rendu public récemment.

Dans le détail, la Cour des Comptes conseille aux services du ministère des finances, un meilleur suivi de l'évolution des charges de personnel en cours de gestion et la prise des mesures idoines pour intégrer les incidences financières non prévues dans le collectif budgétaire. Elle a également, pour une gestion efficiente, jugé nécessaire la poursuite de la relecture et réécriture du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) en vue de son adaptation aux besoins de la gestion des budgets-programmes en cours cette année 2021. Ces recommandations font suite à des observations faites dans la gestion du budget de l'État au titre de l'année 2019. Il s'agit notamment de la violation des dispositions légales en vigueur dans la gestion



du Fonds Spécial pour le Développement de l'Habitat (FSDH) et le manque de discipline rigoureuse dans le respect des autorisations de dépenses de personnel. Mais globalement, la Cour des Comptes a néanmoins jugé conformes les documents d'états financiers produits par l'ordonnateur principal et les comptables principaux de l'État et ceux du Compte gé-

néral de l'Administration des Finances, (CGAF), gestion 2019. Pour rappel, la Cour des comptes a pour mission le contrôle des comptes des comptables publics, la vérification des comptes et la gestion des établissements publics et des entreprises publiques.

Avec Togo First

## Afrique de l'Ouest

## Les start-up ont levé 231,7 millions \$ au premier trimestre 2021

C'est un début d'année plutôt positif pour les entreprises technologiques ouest-africaines. Même si elles sont encore loin des niveaux de financements levés avant la crise en 2019, elles sont sur une belle lancée.

Les start-up en Afrique de l'Ouest ont connu un début d'année positif tant en termes de financements qu'en nombre de transactions conclues. Bien que les niveaux de financements n'aient pas encore atteint ceux de l'année 2019, avant la crise de la covid-19, les entreprises technologiques ouest-africaines ont réussi à lever 231,7 millions \$ à travers 34 cycles de financement au premier trimestre 2021. Ce montant est en nette progression par rapport aux 62,2 millions \$ en 41 cycles



de financement réalisés par ces start-up au quatrième trimestre 2020. La majorité des financements ont été mobilisés par une seule entreprise, la fintech nigérienne Flutterwave qui a obtenu en mars dernier, 170 millions \$, grâce à un financement de série C et est devenue une licorne africaine avec une valorisation dépassant le milliard \$.

Les fintech, les entreprises de technologie de la santé et les sociétés de transport et logistique sont les trois secteurs d'activité les plus sollicités par les investisseurs dans la région au cours de la période. Le rapport publié par la plateforme Baobab Insights révèle également que ces investisseurs ont davantage accordé des financements compris entre 500 000 \$ et 5 millions \$ et ont réduit les investissements en dessous de 500 000 \$.

Avec Agence Ecofin

## AUX DECIDEURS...

## Aide publique au développement et secteur privé

Le sommet sur le financement des économies africaines qui s'est tenu à Paris le 18 mai dernier se donnait pour objectif d'apporter une respiration financière aux économies africaines. L'ambition affichée ? Récolter 100 milliards de dollars pour combler en partie le besoin de financement de l'Afrique estimé à 1200 milliards de dollars par le Fonds monétaire international (FMI). S'il a permis des avancées notamment sur l'accès aux vaccins et la future allocation des droits de tirage spéciaux, les montants en jeu sont une « goutte d'eau » par rapport aux besoins pour reprendre les mots du président sénégalais Macky Sall.

Un point important est passé inaperçu. Le communiqué final a souligné l'importance de soutenir le secteur privé, et en particulier les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) pour assurer une croissance à long terme du continent. Bien qu'il s'agisse avant tout de déclarations d'intention, la focale sur secteur privé amène un changement paradigmatique notoire autour de l'aide publique au développement. Selon The Conversation, l'aide publique au développement (APD) reste, le plus souvent, davantage associée aux dons pour soutenir des secteurs sociaux (éducation, santé) ou pour faire face à des urgences humanitaires qu'à un soutien au secteur privé. Une part limitée de l'APD s'oriente néanmoins vers les entreprises. Ce choix d'orienter des ressources publiques rares à des acteurs privés s'explique par le rôle essentiel que jouent les entreprises dans le développement économique. Les entreprises (formelles) permettent aux ménages de sortir de la pauvreté en offrant des emplois décentes quand la Banque africaine de Développement estime que les trois quarts des entrants sur le marché du travail en Afrique ne trouvent pas d'emplois.

Ce déficit d'emplois risque d'ailleurs de s'accroître dans les années à venir en raison des évolutions démographiques du continent. Le recours aux emplois informels, dominant sur le continent, demeure, lui, insatisfaisant. La grande majorité des entreprises informelles peinent à croître au-delà du cercle familial et fournissent des emplois peu rémunérateurs et faiblement protecteurs des salariés.

L'aide publique au développement à destination du secteur privé transite principalement par les Institutions Financières de Développement (IFD) qui sont des organisations de développement spécialisées dans le financement des entreprises dans les pays à faible et moyen revenu. Les IFD regroupent à la fois les départements ou institutions spécialisées des banques de développement multilatérales, à l'image de la SFI pour la Banque mondiale, et de nombreuses organisations nationales comme les IFD européennes (réunies dans le réseau EDFI), l'US International Development Finance Corporation ou FinDev Canada.

Les IFD se distinguent des investisseurs privés par deux aspects. D'une part, les projets soutenus par les IFD exigent non seulement une viabilité financière mais aussi des effets positifs sur les autres acteurs économiques, sur la société et sur l'environnement. Autrement dit, ces institutions doivent combiner trois impératifs : rentabilité financière, gestion des risques et impact (économique, social et/ou environnemental).

D'autre part, ces investissements bénéficient d'un soutien public afin de favoriser cette troisième dimension. Cet apport de ressources permet aux IFD de fournir des financements à des conditions préférentielles (taux réduit, maturité allongée, période de grâce) et d'offrir des services d'assistance technique aux clients à titre quasi gratuit.

Les IFD utilisent à la fois des financements directs et indirects pour soutenir les entreprises privées. Les financements directs s'assimilent à des prêts ou des prises de participation à destination d'entreprises (non-financières).

Les études actuelles montrent que les IFD peinent à trouver le point d'équilibre entre les trois impératifs précités. La priorité reste donnée au couple rentabilité – gestion du risque, au détriment de l'impact (économique, social et environnemental) des investissements. Cette difficulté à cibler les entreprises ayant un fort impact trouve diverses sources d'explications.

Un des principaux obstacles tient à la difficulté d'évaluer les impacts des investissements. Alors que la rentabilité et les risques peuvent être facilement monétisés, cela s'avère plus complexe pour les impacts. Ceux-ci recouvrent des aspects qualitatifs (qualité des emplois créés, égalité de genre, préservation de l'environnement, soutien à la cohésion sociale, etc.), se matérialisent à (très) long terme et sont parfois diffus (effet sur la communauté locale, sur la chaîne de valeur, etc.).

Progresser dans la mesure de l'impact des investissements semble donc essentiel pour améliorer l'allocation des ressources vers les investissements à fort impact.

Toutes les entreprises n'ont pas la même influence sur la société. Infographie Banque mondiale  
Le communiqué final du sommet montre que les obstacles identifiés sont reconnus. Il reste à passer des bonnes intentions aux actes puisque les annonces n'impliquent aucun objectif chiffré. Il paraît notamment utile d'augmenter les volumes d'aide pour permettre de diminuer les risques et compenser les coûts induits par l'action en faveur des MPME en Afrique.

KPATIDE Komlan

## Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Financement partiel de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé

## La BOAD accorde 20 milliards FCFA au Togo

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) a tenu par visioconférence, mercredi 26 mai 2021, la 123<sup>ème</sup> réunion de son Conseil d'administration. Une session qui a permis aux administrateurs d'approuver pour le Togo un prêt de 20 milliards de FCFA pour le financement partiel de la création et exploitation d'un parc industriel et logistique par la société Platform Industrial Adétikopé (PIA) SAS au Togo.

• Eyram AKAKPO

Pour la troisième fois cette année 2021, le Conseil d'administration de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) s'est réuni, mercredi 26 mai 2021, en ligne, pour approuver plusieurs dossiers touchant directement au quotidien des populations. Le Conseil a examiné et approuvé quatre propositions de financement pour un montant global de 95 Milliards FCFA, une proposition de réaménagement de conditions de prêt et une ligne de crédit à court terme en faveur de la BOAD. Ces nouvelles approbations portent à 6 430,2 milliards FCFA, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976. Les prêts approuvés concernent le financement partiel des projets au Togo, au Bénin, au Niger et au Burkina Faso. En ce qui concerne le Togo, il s'agit d'un prêt de 20 milliards de FCFA. Ce prêt approuvé de la BOAD, en faveur du Togo, permettra au pays de financer partiellement son projet de création et d'exploitation d'un parc industriel et logistique, par la société Platform Industrial Adétikopé (PIA) SAS au Togo. Le projet a pour objet la construction et l'exploitation d'une plateforme industrielle intégrée de 132 ha à Adétikopé. L'objectif visé est de contribuer à l'amélioration de la valeur ajoutée de la production agricole et minière nationale en créant les conditions de sa transformation industrielle ainsi que l'accroissement de la capacité logistique du pays.

### 20 milliards FCFA pour le Bénin

Le Bénin avec également 20



milliards FCFA, va développer son Programme d'assainissement pluvial des villes secondaires (PAPVS). Le programme global a pour objet, la construction, dans ces villes, de collecteurs primaires et secondaires de drainage des eaux pluviales ainsi que l'aménagement de voies urbaines dans la zone d'influence des collecteurs projetés. Cette intervention de la BOAD porte sur la construction de 12 041 ml de collecteurs primaires et secondaires et de 1 882 ml de voies dans la ville de Parakou. Le programme a pour objectif global de renforcer le réseau de drainage des eaux pluviales des villes cibles afin de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations face aux risques d'inondations ainsi qu'à la réalisation d'infrastructures socio-économiques viables.

### 30 milliards FCFA pour le Burkina Faso

Outre, le Burkina Faso, avec la plus grosse part de l'enveloppe, envisage avec les 30 milliards FCFA, la construction et bitumage de la route

régionale N°11 Kolinka-Fara-Poura carrefour sur une longueur de 92 km et une largeur de 10,20 m en section courante et de 12,20 m en traversée d'agglomération, l'aménagement d'une bretelle d'accès au centre médical de Fara sur une longueur de 2,5 km et une largeur de 10,20 m ainsi que la construction de 100 km de pistes rurales. L'objectif est de contribuer au renforcement de l'intégration économique des régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest et du Sud-Ouest.

### 25 milliards FCFA pour le Niger

Le Niger avec sa part de 25 milliards FCFA, va financer le projet de réhabilitation et d'extension de l'aéroport de Diffa, avec une piste d'atterrissage de 1800 m à 3000 m et son élargissement de 30 m à 45 m. Le pays s'offrira également la construction d'un taxiway de 380 m de long et 38 m de large, et d'une aire de trafic de 3,6 ha. La construction d'une tour de contrôle de la circulation aérienne, d'un aérogare et d'un

salon d'honneur. Il sera aussi question de la construction d'un mur de clôture, de la réalisation de travaux connexes et aménagements, ainsi que la fourniture et pose d'équipements divers. Le projet a

pour objectif d'améliorer le cadre de vie de la population urbaine de Diffa et la croissance des activités économiques et commerciales, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté dans sa zone d'influence. Par ailleurs, le Conseil a approuvé, en plus des financements susvisés, le réaménagement des conditions du prêt de la BOAD pour le financement partiel du projet de construction d'un hôtel quatre Etoiles par la Société CHAIN HOTEL ABIDJAN (CHA) SA en Côte d'Ivoire et la mise en place d'une ligne de crédit de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) à la BOAD, pour le financement des opérations de court terme. Le montant de l'opération s'élève à 27,16 Milliards FCFA (50 Millions de dollars US). Le Président

de la BOAD, Serge EKUE à l'issue des travaux a au nom du Conseil d'Administration, remercié l'ensemble des équipes de la Banque pour leur mobilisation et les moyens techniques mis en œuvre pour la tenue de la session dans les meilleures conditions. Créée par accord signé le 14 novembre 1973, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'union monétaire ouest africaine (UEMOA). Elle a pour objectifs de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'ouest. Elle intervient directement ou par l'intermédiaire de filiales, de fonds spéciaux constitués par elle ou d'institutions financières nationales.



## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Suite à la page 05

Togo / vallée du fleuve Mono

Signature d'accord du projet Africa Europa Farm

Rose Kayi MIVEDOR, ministre de la promotion de l'investissement et Kodjo ADEDZE, ministre en charge du commerce et de l'industrie ont pris part, jeudi 27 mai 2021 à Afagnan, à la signature du protocole d'accord du projet Africa Europa Farm. Les parties prenantes concrétisent ainsi, leurs engagements dans sa mise en œuvre effective de ce vaste projet agroindustriel de culture de riz et maïs dans les préfectures du Bas-mono au Togo.

• Joël YANCLO

La société Africa Europa Farm (SAF) s'engage à investir 55 millions d'euros dans les six prochaines années pour développer les filières riz et maïs. Elle a annoncé, jeudi 27 mai 2021, un vaste projet dans les préfectures de Bas-Mono et Lacs (Afagnan et Aklakou). Ce projet intégré va de la production à la commercialisation en passant par la transformation. La pre-

mière phase concerne 4.500 hectares et devrait permettre la création de 250 emplois. « Nous voulons produire un riz 100% togolais. Le Togo offre tous les avantages, notamment en terme d'hydrologie », a déclaré Philippe Pacquier, le responsable de la SAF. Les propriétaires terriens et les collectivités ont convenu avec l'exploitant sur un contrat de bail avec en contrepartie d'une redevance mensuelle. L'exploitant agricole soutient que son projet

va créer des emplois et surtout permettre aux femmes organisées en coopérative d'avoir un revenu stable. Rose Kayi MIVEDOR, ministre de la promotion de l'investissement et Kodjo ADEDZE, ministre en charge du commerce et de l'industrie, ont salué cette initiative qui s'inscrit dans la volonté du gouvernement de produire et de transformer localement.



Economie togolaise

Le CADERDT pour l'intelligence au service des PME

Le CADERDT (Centre Autonome d'étude et de renforcement des capacités pour le développement au Togo), forme depuis le 25 mai 2021 à Lomé, les responsables des PME (Petites et Moyennes Entreprises) sur l'intelligence économique. Le but de cette formation est d'outiller ces responsables sur la pratique de l'intelligence économique, afin de percevoir l'intérêt de cet outil pour le développement de leurs activités.

• Emanuel AKKAPPO

Analyser et cerner le contexte économique dans lequel évoluent les PME en Afrique et au Togo, mais aussi comprendre la notion de l'intelligence économique et son intérêt pour la compétitivité des PME au Togo. C'est dans ce dynamisme que s'inscrit le CADERDT qui veut apporter sa contribution. L'institution avec à sa tête la Directrice exécutive, Mme Odilia Gnassingbé, a initié une formation à l'endroit des responsables des PME du Togo. Une session qui selon la directrice « vise à former les responsables de ces structures sur la pratique de l'intelligence économique, afin de percevoir l'intérêt de cet outil pour le développement de leurs activités ». Atelier de renforcement de capacité, il fournira non seulement des outils pratiques pour la mise en place d'un dispositif de veille et d'intelligence économique aux seins des structures concernées, mais aussi et surtout, analyser et comprendre les stratégies d'influence et les dispositifs d'intelligence économique utilisés par les grandes puissances sur le continent africain.

L'intelligence économique, enjeu majeur pour les PME

Depuis nombre d'années, le monde est devenu un vaste



terrain où les difficultés sont similaires pour tous les acteurs du jeu économique. Changements de contextes technologiques, accélération des échanges, chaque jour les entreprises subissent ces changements qui ont des impacts fondamentaux sur leurs activités. Solution, ajuster sans cesse les stratégies pour rectifier le tir. L'intelligence économique est donc perçue comme l'instrument qui permettra de mieux relever ce défi, puisque selon les analystes, « elle permettra de fournir à l'entreprise une compréhension développée de l'environnement de l'entreprise, à travers les informations internes et externes auxquelles elle a accès ». Les PME (Petites et Moyennes Entreprises), du fait de leur petite taille par rapport aux grandes entreprises, ont pour plus d'uns du mal à s'adapter à ce système, car selon ces derniers, « elles ont des spécificités structurelles laissant

penser que l'intelligence économique ne peut s'implanter au sein de ces entreprises ». Et pourtant selon plusieurs experts, « une bonne culture organisationnelle, la forte imbrication des fonctions, un projet de structure de l'information dans l'entreprise qui rassemble tous les salariés sont un bon terrain qui se décline pour l'intelligence économique ». La directrice du CADERDT, a convié les bénéficiaires de la formation à rester vigilant, « en se dotant d'outils, de techniques, et de méthode d'investigation intelligentes permettant de capter des informations stratégiques sur leurs marchés cibles, et les environnements dans lesquels ils souhaitent évoluer. Puisque, selon cette dernière, « La capacité à mobiliser ces informations utiles à la prise de décisions, constitue un avantage compétitif déterminant et une arme redoutable à leur survie et leur prospérité ».

Afrique de l'Ouest

Productions de cacao en hausse

En Afrique de l'Ouest, l'heure est à l'optimisme pour la production de la campagne cacaoyère 2020/2021 ce qui contraste avec un marché mondial de la transformation toujours atone dans le sillage de la pandémie de coronavirus.

En Afrique de l'Ouest, l'heure est à l'abondance chez les deux principaux producteurs de cacao. D'après le dernier rapport mensuel portant sur le mois d'avril de l'Organisation internationale du cacao (Icco), les arrivées de cacao dans les ports ivoiriens ont atteint 1,91 million de tonnes au 16 mai dernier, soit 7 % de plus que l'année

dernière à la même période (1,79 million de tonnes). La nation éburnéenne devrait notamment récolter 2,2 millions de tonnes de fèves d'ici la fin de la saison, soit un peu plus que l'année dernière. Du côté du Ghana, les achats d'or brun par le Conseil du cacao (Cocobod) ont atteint 849 000 tonnes au 29 avril dernier, soit une hausse de

19,6 % par rapport à l'année dernière. Alors que la campagne 2020/2021 devrait battre son plein jusqu'en septembre prochain, les analystes indiquent que ce volume sera largement dépassé pour atteindre 900 000 tonnes à cette échéance.

Avec ecomnewsafrique.com

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)
Populationdata	
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)
CNC	
Pib/hbt :	672 Dollars US
populationdata	
Taux d'inflation :	1,7 (2019)
CNC	
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)
BCEAO	
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)
FMI	
Taux de chômage :	3,4% (2015)
PNUD	
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)
MEF	
Notation financière :	« B » (Mai 2019)
Standard & Poor's	
IDH :	0,503 / 1 (2017)
Populationdata	



## West Africa Network for Peacebuilding

BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

### DECLARATION DE WANEP-Togo sur la recrudescence des cas d'homicide et de suicide

La branche togolaise du réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix/West Africa Network for Peacebuilding (WANEP-Togo), dans son rôle de prévention, de résolution pacifique des conflits et de renforcement de la cohésion sociale, fait un travail de veille en matière de respect des droits de l'Homme et de sécurité humaine au Togo. A cet effet, WANEP-Togo suit de près l'évolution de l'actualité et déplore des cas d'homicide et de suicide qui deviennent de plus en plus récurrents dans le pays.

Le système d'alerte précoce de WANEP-Togo a relevé que, de janvier 2021 à ce jour, huit (8) cas d'homicide dont au moins quatre (4) seraient consécutifs aux conflits conjugaux. Dans la même période, on dénombre huit (8) cas de suicide dont on ignore les causes ou motifs exacts. Le dernier cas de suicide enregistré est celui d'une femme qui serait pendue le 20 mai 2021 à Ahépé (Préfecture de Yoto) en présence de son fils âgé de moins de trois (3) ans.

Devant ces drames, les membres de la communauté partagent malheureusement les images sur les réseaux sociaux en toute impunité, violant ainsi la dignité des personnes décédées et créant de la psychose au sein de la population.

Face à cette situation très préoccupante et aux conséquences psychologiques que cela entraîne sur les familles et sur la communauté, WANEP-Togo exhorte les différents acteurs d'animation territoriale du pays, notamment, le gouvernement, les autorités locales, les autorités religieuses, la chefferie traditionnelle, les organisations de la société civile, les médias et les acteurs du secteur privé à mutualiser leurs stratégies et moyens afin de lutter efficacement contre la recrudescence des fléaux d'homicide et du suicide au Togo.

**Dans cette dynamique, WANEP-TOGO recommande :**

- **Au gouvernement :**
  - De mener des recherches et enquêtes pour déterminer les causes de ces homicides et suicides,
  - De mettre en place un système d'assistance psycho-sociale pour la prise en charge des familles et des personnes affectées par ces deux phénomènes,
  - De rappeler aux médias et aux utilisateurs des réseaux sociaux l'obligation de protéger la dignité des personnes décédées en s'abstenant de publier leurs photos, afin de limiter les effets négatifs sur la psychologie de la population,
  - D'organiser des programmes de sensibilisation sur la lutte contre le phénomène d'homicide et de suicide en collaboration avec les élus locaux,
  - De renforcer les centres d'écoute et les maisons de justice et en créer d'autres,
  - D'assurer le contrôle de moralité dans les éléments diffusés sur les médias.
- **Aux organisations de la société civile :**
  - De mener des campagnes de sensibilisation pour prévenir les violences de tout genre et les suicides au sein des communautés,
  - De proposer des activités de prises en charge psychosociales aux personnes en difficultés,
  - D'encourager le vivre ensemble et la gestion pacifique et constructive des conflits intra-personnels et interpersonnels.
- **Aux leaders religieux et communautaires :**
  - D'utiliser les moments et canaux propices à leur disposition pour éduquer et sensibiliser les membres de leurs communautés sur le phénomène,
  - D'édifier et d'enseigner la population sur l'importance de la valeur humaine et de la vie en société,
  - D'observer, écouter et accompagner les personnes en difficulté,
  - De renforcer leurs programmes d'accompagnement des familles,
  - D'accroître leurs activités d'édification de la jeunesse.
- **A la population**
  - D'orienter les personnes ou familles en difficulté vers les centres d'écoute et de prise en charge pour un accompagnement approprié et signaler au besoin les cas à ces centres ;
  - De promouvoir la solidarité familiale et la cohésion sociale en accompagnant, en soutenant ou en assistant les personnes en situation difficile ;
  - D'abstenir de relayer des images sensibles en lien avec des faits similaires.
- **Aux médias**
  - De jouer un rôle essentiel dans la prévention en organisant des émissions éducatives de lutte contre le suicide et les homicides,
  - D'élaborer un guide sur le traitement médiatique du suicide et des cas d'homicide.

*WANEP-Togo compte sur le civisme et la collaboration de toutes les couches de la population pour garantir le droit à la vie à toute personne humaine et apprendre à gérer de façon pacifique les conflits dans la non-violence et la tolérance.*

Fait à Lomé, le 27 mai 2021

La Présidente du Conseil d'Administration

Mme SEGLA Segnon Ayawa



## Transparence fiscale

# Les pays africains affichent des progrès significatifs

Les pays africains ont renforcé leur capacité à récupérer les fonds détenus à l'étranger, augmentant directement les recettes fiscales nationales, selon le dernier rapport sur la transparence fiscale en Afrique publié mercredi. Cette tendance indique des progrès continus dans la lutte contre les flux illicites de fonds hors d'Afrique, d'une valeur estimée à 50 milliards de dollars par an.

● Nicole ESSO

Le Forum mondial pour la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales, l'Union africaine et le Forum sur l'administration fiscale africaine ont produit le rapport, en partenariat étroit avec la Banque africaine de développement. La première édition du rapport a été publiée en 2019. Le rapport fournit des statistiques comparables sur la transparence fiscale pour aider les décideurs à lutter contre les flux de fonds illicites. Trente-quatre pays ont répondu à l'enquête pour l'édition 2021, dont six non membres du Forum mondial. Il a noté les progrès accomplis sur deux piliers fondamentaux de la transparence fiscale : la sensibilisation et l'engagement politiques, et la capacité de faire progresser la transparence fiscale et l'échange d'informations. La publication du rapport est une contribution opportune au dialogue sur la transparence fiscale en Afrique, car elle met en lumière les progrès accomplis par les pays africains pour bénéficier des améliorations mondiales de la transparence fiscale dans leurs efforts de mobilisation des ressources nationales », note la préface du rapport. «Le Forum mondial et ses partenaires continueront d'aider les pays africains à résoudre les problèmes en suspens et à les aider à combler le fossé avec d'autres juridictions», a déclaré le



chef du secrétariat du Forum mondial, Zayda Manatta, dans un examen des conclusions lors de la cérémonie de lancement. Maria José Garde, présidente du Forum mondial, a également fait des remarques, avec Pascal Saint Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales; et Githii Mburu, président de l'Initiative pour l'Afrique et commissaire général de la Kenya Revenue Authority. Malgré les perturbations causées par la crise du Covid-19, des progrès ont été réalisés en matière de transparence. Le Mali a rejoint le Forum mondial, portant à 32 le nombre de membres africains. Eswatini est devenu signataire de la Déclaration de Yaoundé sur la lutte contre les flux financiers illicites en Afrique, rejoignant 29 autres pays africains ainsi que la Commission de l'Union africaine. En 2020, les pays africains ont pour la première fois envoyé plus de demandes d'échange d'informations qu'ils n'en ont reçues. La lutte contre ces transactions illicites est au cœur du partenariat entre la Banque afri-

caine de développement et le Forum mondial. La coopération s'étend au-delà de la production du rapport aux opérations de la Banque, telles que le Programme d'appui à la mobilisation des ressources et à l'efficacité des réformes au Sénégal. «La transparence fiscale en Afrique souligne l'importance de la coopération fiscale internationale pour lutter contre la corruption, l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent, la fraude, l'érosion de la base d'imposition, le transfert de bénéfices et l'enrichissement illicite. La Banque africaine de développement s'est engagée à travailler avec le Forum mondial, le Forum de l'administration fiscale africaine et d'autres partenaires pour s'attaquer à ces problèmes. La Banque africaine de développement, observateur au Forum mondial depuis 2014, promeut la transparence fiscale africaine en soutenant les institutions et les acteurs non étatiques dans ses pays membres régionaux et en renforçant la coopération internationale pour éliminer les flux financiers illicites.

## Respect des quotas de production

# L'OPEP veut discipliner ses troupes

Depuis le début des efforts de l'OPEP+ et de ses alliés pour réduire la production et l'ajuster en fonction de la demande, plusieurs membres de l'alliance ont montré leur incapacité à respecter les quotas imposés. Une situation qui met en danger la stabilité recherchée.

Selon des sources proches de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le cartel a exigé des retardataires à l'application de l'accord de production OPEP+ de soumettre des plans sur la façon dont ils compenseront le surplus d'offre qu'ils ont généré ces dernières semaines. En effet, 10 producteurs du groupe ont pompé plus qu'ils ne devraient, d'après le dernier pacte du 1er mai. Dans le même temps, au terme de la dernière rencontre des ministres du Pétrole, tous les participants se sont engagés à atteindre une conformité to-

tale et à combler les déficits d'ajustement antérieurs au cours de la période de compensation, qui court jusqu'à fin septembre 2021. La Guinée équatoriale, le Gabon et l'Irak sont parmi ces 10 producteurs qui sont soumis à des plans de compensation. La Russie, le Congo, l'Azerbaïdjan, Brunei, le Kazakhstan, le Soudan et le Sud-Soudan sont les mauvais élèves de l'alliance. Leurs plans de compensation du surplus de production sont attendus dans les meilleurs délais. Selon les estimations d'Energy Intelligence, la Russie est le producteur OPEP+

qui a le plus dépassé son quota de production entre le 1er mai 2020 et le 30 avril 2021. Ce dépassement est estimé à plus de 80000 b/j en moyenne sur la période. Interpellés, les responsables russes ont répondu qu'un taux de conformité de 95-96 % est suffisant. Pour sa part, le chef de peloton de l'OPEP, l'Arabie Saoudite, a, selon des sources concordantes, accepté que les manquements de la Russie puissent être considérés comme le prix à payer pour que Moscou soutienne l'accord.

Avec [agencecofin.com](http://agencecofin.com)

## Accompagnement des banques

# HEC Paris renouvelle son partenariat avec la BCEAO

La Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest renforce cette année son partenariat avec HEC Paris pour accompagner davantage les banques à travers une offre de formations présentielle et digitales contextualisées aux enjeux actuels. Plus de 200 dirigeants africains bénéficieront de ces formations cette année.

Le lancement officiel de la programmation 2021 s'est tenu ce mardi 25 mai avec la participation exceptionnelle du Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, qui souhaite renforcer la dynamique régionale dans l'accès à des formations d'excellence. Ce webinaire inaugural sur les enjeux de la transformation digitale bancaire animé par Gilles Babinet, co-président du Conseil National Français du Numérique et ancien digital champion pour la Commission européenne et intervenant pour HEC Paris, a remporté un grand succès : plus de 1 000 participants ont assisté à cette conférence inaugurale, avec entre autres, la présence remarquée de hauts dirigeants de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest, de la Banque Ouestr Africaine de Développement (BOAD), du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers, de la Banque Al-Maghrib du Maroc, de la Banque des Etats d'Afrique Centrale, de la Banque Centrale de la République de Guinée, de la Banque centrale de Mauritanie, de la Banque centrale du Burundi et de la Banque Centrale du Congo. La première formation certifiante HEC Paris débutera le 21



juin. Proposée par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB), ce « Certificat Exécutif Management Bancaire de la Transformation Digitale » s'adresse aux Dirigeants de banque, membres du CODIR. 15 jours de formation seront proposés en ligne et en présentiel à Dakar sur une période de 6 mois, incluant des séances de coaching individuelles et collectives. La deuxième formation, le « Certificat Exécutif Management Stratégique Bancaire » sera lancée le 28 juin. D'une durée de 15 jours structurée sur une période de 6 mois, elle s'adresse aux Dirigeants de banque, membres du COMEX. « A partir de septembre, une série de webinaires sera également proposée aux cadres des banques et des institutions financières de la zone UEMOA. Ces formations digitales courtes viennent compléter l'offre de formations

HEC Paris et permettront aux participants l'octroi d'une certification HEC Paris dès 10 jours de formation validée » précise Monsieur Ousmane Samba Mamadou, Directeur Général du COFEB. 200 participants sont attendus cette année, sachant que depuis 2013, près de 600 dirigeants ont déjà suivi avec succès des programmes certifiants en Management Général des Activités Bancaires et en Management des Ressources Humaines. «Contribuer ainsi au renforcement des compétences managériales des dirigeants des institutions financières et bancaires illustre parfaitement la stratégie internationale déployée par HEC Paris sur le continent depuis plusieurs années», souligne Armelle Dufour, Directrice des projets stratégiques internationaux d'HEC Paris.

Avec [financialafrik.com](http://financialafrik.com)

## Hydrocarbures

# Accentuation de la baisse du bénéfice de Total Côte d'Ivoire en 2020

Après une baisse de 1,104 milliard de FCFA (1,656 million d'euros) en 2019, la baisse du bénéfice après impôts de Total Côte d'Ivoire, filiale de la multinationale pétrolière du même nom, s'est accentuée au terme de l'exercice 2020 avec une contraction de 2,771 milliards de FCFA (4,156 millions d'euros).

Les états financiers de synthèse de la période sous revue de cette société basée à Abidjan mettent en effet en exergue un bénéfice de 7,648 milliards de FCFA contre 10,419 milliards de FCFA en 2019, soit une baisse de 26,60%. Le chiffre d'affaires et autres produits est en retrait de 7,88% à 417,986 milliards de FCFA contre 453,734 milliards de FCFA en 2019. Cette baisse est essentiellement due au chiffre d'affaires stricto sensu qui est passé de 431,131 milliards au 31 décembre 2019 à 416,080 milliards un an plus tard. En revanche, les autres produits sont en hausse, passant de 603 millions en 2019 à 1,906 milliards en 2020. Les achats de marchandises et variations de stocks ont baissé de 8,78%

à 352,275 milliards de FCFA contre 386,193 milliards de FCFA en 2019. Par contre, les autres achats et charges externes ont enregistré une hausse de 6,99%, passant de 40,897 milliards de FCFA en 2019 à 43,756 milliards de FCFA en 2020. Pour ce qui est de la valeur ajoutée, elle est apparue en baisse de 17,60%, s'établissant à 21,955 milliards de FCFA contre 26,644 milliards de FCFA en 2019. Quant aux charges de personnel, leur niveau a augmenté durant la période sous revue de 1,107 milliard, passant de 5,356 milliards de FCFA en 2019 à 6,463 milliards de FCFA un an plus tard. Concernant l'excédent brut d'exploitation, il a fortement baissé de 27,23% à 15,492 milliards

de FCFA contre 21,289 milliards de FCFA au terme de l'exercice 2019. Pour sa part, le résultat d'exploitation enregistre une baisse plus accentuée de 40,78%, s'établissant à 7,982 milliards de FCFA contre 13,479 milliards de FCFA en fin 2019. Au 31 décembre 2020, les capitaux propres de Total Côte d'Ivoire se sont établis à 44,637 milliards de FCFA contre 44,931 milliards de FCFA au 31 décembre 2019, soit une légère baisse de 0,65%. Sur la même période, cette société a réduit de 3,942 milliards ses dettes financières et ressources assimilées qui se situent à 12,373 milliards de FCFA contre 16,315 milliards de FCFA précédemment.

Avec [financialafrik.com](http://financialafrik.com)

**BRVM 10** 133,66

Variation Jour ↑ 1,23 %

Variation annuelle ↑ 2,12 %



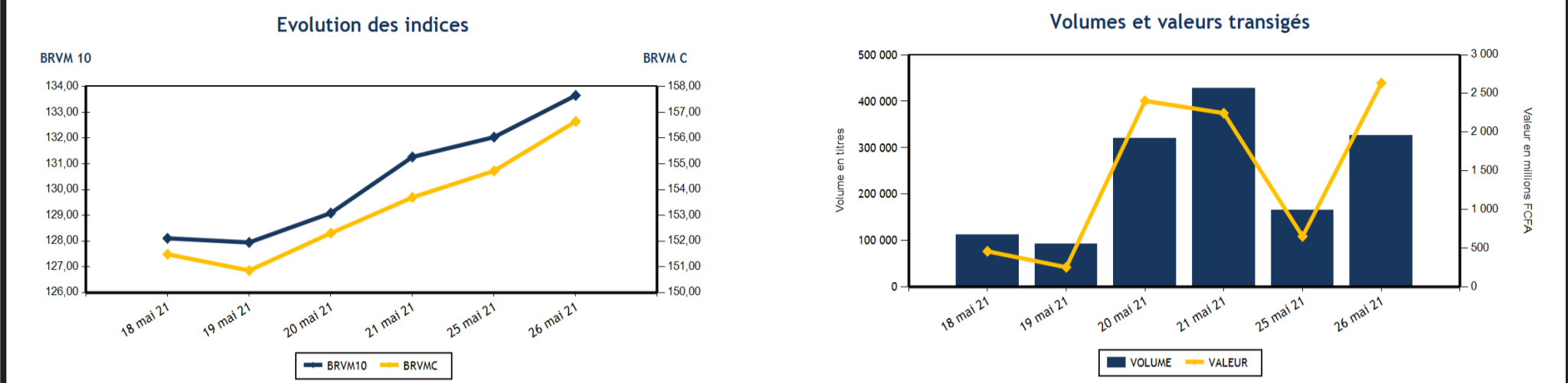
## BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 99 mercredi 26 mai 2021 Site : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

**BRVM Composite** 156,65

Variation Jour ↑ 1,24 %

Variation annuelle ↑ 7,76 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 714 173 503 941	1,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	152 801	42,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	913 389 623	386,48 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	-23,81 %
Nombre de titres en baisse	10	-23,08 %
Nombre de titres inchangés	16	100,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	430	7,50 %	19,44 %
NESTLE CI (NTLC)	2 950	7,47 %	821,88 %
SITAB CI (STBC)	3 025	7,46 %	470,75 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 140	7,39 %	-31,00 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 265	7,20 %	26,50 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 541 415 279 699	-0,10 %
Volume échangé	174 180	199,67 %
Valeur transigée (FCFA)	1 721 773 360	270,40 %
Nombre de titres transigés	12	71,43 %
Nombre de titres en hausse	5	
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	4	-42,86 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 630	-7,39 %	19,82 %
PALM CI (PALC)	3 925	-4,27 %	74,44 %
SICABLE CI (CABC)	1 250	-2,72 %	23,76 %
BERNABE CI (BNBC)	1 170	-1,68 %	95,00 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 590	-1,64 %	25,31 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	66,56	2,57 %	83,61 %	14 216	27 149 525	13,92
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	450,02	1,81 %	9,64 %	68 271	808 916 040	9,04
BRVM - FINANCES	15	57,80	0,73 %	-3,65 %	51 720	59 104 493	11,19
BRVM - TRANSPORT	2	348,86	1,04 %	-7,88 %	150	213 750	5,77
BRVM - AGRICULTURE	5	132,37	-1,52 %	52,96 %	3 534	8 971 375	8,44
BRVM - DISTRIBUTION	7	226,06	1,05 %	-0,16 %	13 345	8 209 190	13,44
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	666,30	0,00 %	92,86 %	1 565	825 250	3,13
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,53	
Taux de rendement moyen du marché	7,38	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,07	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	89	
Volume moyen annuel par séance	174 536,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 082 286 739,85	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,03	
Ratio moyen de satisfaction	54,53	
Ratio moyen de tendance	5 285,73	
Ratio moyen de couverture	1,89	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	4,59	
Nombre de SGI participantes	29	


**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat




**BÉNIN**  
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin  
Avenue Charles de Gaulle Cotonou  
01 BP 205 Cotonou  
Tél : (229) 21 31 21 28  
Fax : (229) 21 31 20 77




**BURKINA FASO**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
du Burkina Faso  
01 BP 800 Ouagadougou 01  
Tél : (226) 25 30 87 73  
Fax : (226) 25 30 87 19




**CÔTE D'IVOIRE**  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA  
01 BP 3002 Abidjan 01  
Tél : (225) 20 31 95 50  
Fax : (225) 20 32 47 77




**GUINÉE-BISSAU**  
Chambre de Commerce, d'Industrie,  
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,  
Avenue Pansau Nelson  
CP 88 Bissau  
Tél : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02




**MALI**  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
B.P. E. 1306 - Bamako  
Tél : (223) 49 98 18 18  
Fax : (223) 44 98 18 11



**NIGER**  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture  
de Niger, Place de la concertation  
BP 13 200 Niamey  
Tél : (227) 20 73 88 92  
Fax : (227) 20 73 69 47



**SENEGAL**  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
7, rue Jean Mermoz  
BP: 6606, Dakar - Plateau  
Tél : (221) 33 821 15 18  
Fax : (221) 33 821 15 06



**TOGO**  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,  
Marabouté 023 Togo  
BP : 3062 Lomé  
Tél : (228) 22 61 23 16  
Fax : (228) 22 28 33 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org). Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

## Guerre commerciale

## Première discussion entre responsables chinois et américains

Le vice-Premier ministre chinois Liu He s'est entretenu avec Katherine Tai, dans un «échange constructif» et une «attitude d'égalité et de respect mutuel», selon Pékin.

Les responsables du commerce chinois et américains ont tenu leur première discussion téléphonique depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, a annoncé jeudi le ministre chinois du Commerce. Les relations entre Pékin et Washington se sont dégradées sous la présidence de Donald Trump, marquée par un conflit commercial entre les deux premières puissances mondiales. Les deux pays avaient signé en janvier 2020 un accord commercial, censé mettre fin à deux années de guerre commerciale, qui contenait des dispositions relatives à la protection de la propriété intellectuelle et aux conditions de transfert de technologies, grandes exigences des États-Unis. Mais la nouvelle administration Biden avait annoncé en avril faire un état des lieux des promesses tenues par la Chine dans le cadre de cet accord.

**«Échange constructif»**  
La «capacité» de la Chine à tenir ses engagements en-



• Katherine Tai a pris ses fonctions de représentante américaine au Commerce (USTR) en mars dernier.  
Getty Images via AFP

vers les États-Unis est une «priorité», avait alors assuré Katherine Tai, qui a pris ses fonctions de représentante américaine au Commerce (USTR), en mars dernier. Le vice-Premier ministre chinois Liu He s'est entretenu avec Katherine Tai, dans un «échange constructif» et une «attitude d'égalité et de respect mutuel», selon un communiqué du ministère chinois du Commerce. L'accord commercial dit «de phase 1», avait toutefois maintenu des droits de

douane américains de 25% sur tout un éventail de biens et de composants industriels chinois représentant 250 milliards de dollars et des mesures de rétorsion chinoises sur plus de 100 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis. L'administration Biden a régulièrement défendu le maintien de ces droits de douane imposés par Donald Trump.

(AFP)

## Europe

## Des ONG attaquent les pros de la reconnaissance faciale

Une plainte a été déposée contre la start-up américaine qui commercialise la technologie de Face ID au motif que les images seraient automatiquement récupérées.

Un groupe d'ONG mené par Privacy International a annoncé jeudi saisir les autorités de plusieurs pays d'Europe dont la France contre Clearview AI, start-up américaine à la technologie de reconnaissance faciale appréciée des polices mais controversée. «Les plaintes ont été déposées auprès des autorités de protection des données en France, en Grèce, en Autriche, en Italie et au Royaume-Uni», explique Privacy International (PI), et concernent notamment la vente à des services de police de la technologie de reconnaissance faciale de Clearview AI. L'ONG britannique indique s'appuyer sur «des preuves obtenues par des membres du personnel de PI, à l'aide de demandes de droit d'accès aux données déposées auprès de la compagnie, ainsi que sur des analyses techniques et juridiques du produit de Clearview». En France, la plainte a été déposée auprès de la CNIL, pour violation du «RGPD (le dispositif juridique européen de protection des données, nldr) et (de) la Loi Informatique et Libertés». Ce n'est pas la première fois que Clearview



AI est dénoncée auprès de la CNIL. En juillet 2020, une plainte avait été déposée par la personne chargée des questions de vie privée de la start-up française Jumbo Privacy, qui propose des recommandations pour mieux contrôler l'usage de ses données personnelles.

## Accès vendu à la police

Dans leurs plaintes déposées jeudi, PI et d'autres organisations (l'italienne Hermes Center for Transparency and Digital Human Rights, la grecque Homo Digitalis et l'autrichienne noyb) dénoncent l'utilisation par Clearview AI d'un «dispositif automatisé de récupération d'images», qui parcourt internet et extrait toutes les images de visages humains détectées. A l'aide d'un algorithme, ces images sont ensuite traitées pour créer une base de données biomé-

triques dont l'accès est vendu «à la police et à des sociétés privées dans divers pays», déplorent les plaignants. «La loi européenne sur la protection des données est très claire sur les finalités pour lesquelles une compagnie peut utiliser nos données», observe Ioannis Kouvakas, juriste à PI. «Extraire nos caractéristiques faciales uniques, et les partager avec la police et d'autres groupes, va entièrement à l'encontre de ce à quoi un utilisateur d'internet peut s'attendre», ajoute-t-il. Les régulateurs britannique et australien chargés de la protection des données avaient de leur côté lancé une enquête conjointe sur la société californienne en juillet 2020. En février 2021, un rapport du Commissariat canadien à la protection de la vie privée avait estimé qu'elle a exercé au Canada une «surveillance de masse» illégale. Le rapport notait que l'entreprise américaine avait constitué une base de données de «plus de trois milliards d'images de visages». La société s'est retirée du marché canadien au cours de l'enquête.

(AFPE)

## Télécoms

## Huawei mise sur son logiciel maison

Privé d'Android, le géant chinois des télécoms a annoncé mardi le déploiement de son propre système d'exploitation sur tous ses smartphones.



• Pour parer les effets des sanctions américaines qui l'empêchent d'utiliser Android, Huawei déploiera dès le 2 juin son propre système d'exploitation sur tous ses smartphones.

En butte aux sanctions américaines, le mastodonte chinois des télécoms Huawei a annoncé mardi le déploiement imminent de son propre système d'exploitation, Harmony Os, sur l'ensemble de ses smartphones, dans le cadre de sa stratégie de diversification. Au cœur de la rivalité sino-américaine, Huawei, soupçonné par l'ex-administration Trump d'espionnage, a été placé en 2019 sur liste noire par Washington, ce qui empêche le groupe chinois d'accéder à des technologies américaines pour ses produits, et notamment le système d'exploitation Android, propriété de Google et utilisé par la quasi-totalité des fabricants de smartphone hors Apple. Dans une courte vidéo sur les réseaux sociaux, le groupe basé à Shenzhen (sud) a annoncé que HarmonyOS, présenté pour la première fois en 2019, serait disponible sur tous ses téléphones au niveau mondial, à compter du 2 juin, sans donner plus de détails. HarmonyOS avait dans un premier temps été progressivement déployé sur les appareils connectés de Huawei, notamment ses téléviseurs. L'intégration du système à l'ensemble des téléphones de la marque représente une étape cruciale. Les observateurs restent toutefois sceptiques quant à la capacité de Huawei à rivaliser avec les systèmes d'Apple (iOS) et de Google (Android), qui équipent déjà l'immense majorité des téléphones dans le monde.

## Développement de véhicules intelligents

Dans une note interne à ses salariés, le fondateur de Huawei, Ren Zhengfei, appelle ses salariés à une transformation tous azimuts de son groupe et à accélérer l'autonomie dans les logiciels. Ainsi, «les États-Unis auront très peu d'emprise sur notre développement futur», écrit l'homme d'affaires de 76 ans, dans un document qui reprend des déclarations déjà formulées dans le passé. Les sanctions américaines poussent la firme à accélérer sa diversification dans des secteurs comme l'informatique dématérialisée («cloud») ou les véhicules connectés, au-delà de la 5G, où il est déjà un des leaders du marché. Huawei a ainsi annoncé le mois dernier son souhait de travailler en partenariat avec des constructeurs automobiles chinois pour déployer des véhicules intelligents. Les analystes estiment que la montée en puissance de la 5G, la dernière norme de téléphonie mobile qui doit permettre d'accélérer la numérisation de l'économie mondiale, devrait offrir au groupe de nouvelles opportunités, ces prochaines années. «Il est donc normal d'aller dans cette direction», souligne l'analyste Marc Einstein, pour le cabinet d'études IRT, basé à Tokyo. En investissant dans le «cloud» et les logiciels, le géant des télécoms se retrouvera cependant en concurrence avec d'autres acteurs de la tech chinoise comme Alibaba, Tencent et Baidu, qui y investissent également

massivement, prévient Marc Einstein.

## Les ventes en Chine se sont effondrées

Huawei a été un temps l'un des plus gros vendeurs mondiaux de smartphones avec le sud-coréen Samsung et Apple. Mais les sanctions américaines ont bouté l'entreprise chinoise hors du podium. Au premier trimestre, les ventes de Huawei en Chine ont chuté de 50% sur un an, selon une étude du cabinet Canalys, publiée le mois dernier. Et sur son marché, le groupe est désormais devancé par ses compatriotes Vivo et Oppo. Sous l'effet des sanctions, Huawei a dû se séparer en novembre dernier de Honor, une marque de smartphones d'entrée de gamme. Le fondateur de Huawei s'était toutefois voulu rassurant sur la «survie» de l'entreprise en février, appelant la nouvelle administration Biden à «une politique d'ouverture» après les coups de l'ère Trump. Sous la présidence Trump, Washington martelait que les services de renseignement chinois pouvaient utiliser les équipements de réseau télécoms construits par Huawei pour surveiller les communications et trafics de données d'un pays. Fortement incités par Washington, des pays alliés des États-Unis, comme le Royaume-Uni ou l'Australie, ont décidé d'exclure Huawei de leur marché de la 5G, alors que plusieurs pays de l'Union européenne cherchent à en réduire l'emprise dans leurs réseaux mobiles.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	<a href="https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/">https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/</a>
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	<a href="http://www.plasticexpo.com.tn/">http://www.plasticexpo.com.tn/</a>
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	<a href="http://www.intermatconstruction.com">www.intermatconstruction.com</a>
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	<a href="http://emergingvalley.com">emergingvalley.com</a>
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		<a href="http://collisionconf.com">collisionconf.com</a>
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	<a href="http://sirha.com">sirha.com</a>
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	<a href="http://www.worldteakconference2020.com">www.worldteakconference2020.com</a> <a href="mailto:infowtc2020@gmail.com">infowtc2020@gmail.com</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Pensez quand même à mettre un peu d'argent de côté en prévision d'un coup dur peu probable mais toujours possible. Avez-vous pensé à l'assurance-vie pour protéger vos êtres chers au cas où il vous arriverait d'avoir à quitter ce monde ?

**Taureau** Grâce au bon influx de Pluton, vous aurez de vous-même une meilleure opinion, et vous jugerez plus sainement vos possibilités financières. Sachez faire les bons choix qui vous mèneront au succès.

**Gémeaux** L'impact d'Uranus sera dans l'ensemble favorable à vos finances. Il vous poussera à prendre des risques au bon moment ; il décuclera aussi votre flair, vous aidant à trouver les bonnes occasions. Neptune, de son côté, peut se révéler très bénéfique. Mais attention : il ne se mettra à jouer positivement que si vous prenez l'initiative d'agir. Si vous souhaitez investir dans l'immobilier, vos chances seront bonnes ; vous aurez la possibilité de souscrire un emprunt dans d'excellentes conditions.

**Cancer** Si vous êtes du deuxième décan, vous pourriez avoir des ennuis matériels aujourd'hui. Les autres natifs de votre signe n'auront pas de problèmes particuliers et pourront prendre d'heureuses initiatives financières.

**Lion** Avec cette configuration planétaire, il faut prévoir une forte contrainte financière. Des problèmes en rapport avec l'immobilier sont possibles, et cela pourrait se traduire par des dépenses importantes et parfois imprévues. Certains natifs devront avoir à faire aussi des dépenses supplémentaires pour les enfants qui grandissent à vue d'oeil et dont les besoins sont plus importants qu'auparavant.

**Vierge** Bonjour les soucis d'argent ! Après une période faste, vous vous retrouverez à nouveau face à des problèmes pécuniaires. Cependant, en vous imposant des mesures d'économie draconiennes, vous limiterez les dégâts.

**Balance** Les finances seront soumises à l'instabilité, mais cela pourra provenir de raisons indépendantes de votre volonté ; il faudra donc rester prévoyant et éviter les dépenses au-dessus de vos moyens.

**Scorpion** C'est un fait : tout le monde a besoin de plus d'argent, et beaucoup cherchent désespérément les moyens de boucler les fins de mois. Mais ce n'est pas une raison pour se lancer dans des combinaisons biscornues et irréalistes. Dans les circonstances actuelles, avec les mauvaises influences de Pluton, vous n'aurez aucune chance de vous en sortir vite et sans efforts ; vous devrez encore continuer à gagner votre pain à la sueur de votre front !

**Sagittaire** Neptune en aspect favorable vous vaudra de très bonnes intuitions en matière financière. Mais Saturne mal aspecté fera peser la menace d'événements imprévus. Celle-ci, cependant, ne se concrétisera que pour les natifs qui prennent trop de risques ; pour les autres, elle se traduira simplement par une instabilité rapidement corrigée.

**Capricorne** Soyez très prudent dans vos dépenses si vous voulez éviter des surprises désagréables ; vous risquez, en effet, de vous laisser entraîner à mener un train de vie nettement au-dessus de vos réelles possibilités.

**Verseau** Côté finances, vous n'aurez pas droit à l'erreur. Il faudra même redoubler de prudence. En effet, des complications pourraient retarder des rentrées d'argent sur lesquelles vous comptiez absolument, ou encore vous obliger à engager des frais imprévus. De toutes manières, évitez le plus possible de faire des emprunts ou de prendre des crédits, et imposez-vous une règle absolue : ne jamais dépenser plus que ce dont vous disposez sur votre compte en banque ! Ce sera le meilleur moyen d'éviter de gros ennuis.

**Poissons** Vous devrez trouver un juste équilibre entre vos dépenses et vos rentrées d'argent. Pas si facile à réaliser, pour vous qui avez une nette tendance à vivre au-dessus de vos moyens ! D'autant plus que vous serez euphorique. Veillez à ne pas jeter l'argent par les fenêtres !

## L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Administrateur Général

Léonard DOSSOU

### Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

### Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

### Imprimerie

J.C. Inter press

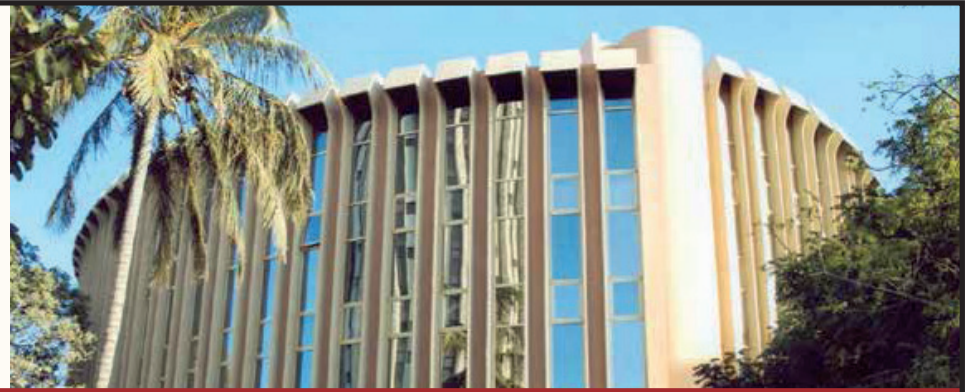
Tirage : 5000



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



**COFEB**  
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION  
ET D'ETUDES BANCAIRES



## APPEL A CANDIDATURES

### POUR LA 44<sup>e</sup> PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales. Le COFEB accueille également des agents des banques centrales africaines,

dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

Le Centre pourrait toutefois, à titre exceptionnel, accepter des dossiers de candidats provenant de certains Cabinets exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, de Centres de recherches, de Bureaux d'étude installés dans l'UEMOA et qui remplissent les mêmes conditions.

Le cycle de formation est sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire.

Il comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au COFEB, au siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

#### CONDITIONS D'ADMISSION

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;
- être un agent permanent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un État membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être un agent permanent d'une institution communautaire sous-régionale ;
- être titulaire d'au moins un diplôme de niveau BAC + 4 en sciences juridiques, économiques, de gestion ou équivalent, ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) dans les mêmes disciplines ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les candidats qui remplissent ces conditions doivent, en outre, passer un test de niveau visant à évaluer leurs connaissances de base. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Économie.

#### FINANCEMENT DE LA FORMATION

La BCEAO accorde des bourses d'études aux cinq (5) premiers candidats de chaque État de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation par leur organisme d'origine ou par d'autres structures.

#### DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés par la formation, sont invités à s'inscrire en ligne en renseignant le formulaire de candidature disponible sur le lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature> en y joignant les pièces suivantes (scannées) :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que le modèle de la lettre d'engagement de l'employeur, sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante :

« [www.cofeb.bceao.int](http://www.cofeb.bceao.int) », onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

#### LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 31 MAI 2021.

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Les candidats pré-sélectionnés devront déposer un dossier physique contenant les originaux des pièces citées ci-dessus à la Direction Nationale de la BCEAO de leur pays de résidence ou au COFEB, pour les candidats des banques centrales partenaires.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées et des points de bonus leur sont accordés lors de l'attribution des bourses afin de favoriser leur plus grande représentation.

#### POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE, S'ADRESSER :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des États membres de l'UEMOA ;
- au COFEB par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
- par courrier électronique à l'adresse [courrier.zdepfor@bceao.int](mailto:courrier.zdepfor@bceao.int) ;
- par courrier ordinaire : à l'attention de Monsieur le Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR) – COFEB / BP 3108 Dakar – Sénégal.

<https://cofeb.bceao.int>

## Entrepreneuriat

## Limogé après une grève, il refait sa vie au poulailler

Logossou Adzété, natif de Tabligbo (préfecture de Yoto), jadis mécanicien dans une usine de cimenterie de la région, l'a appris à ses dépens. Suite à une grève réclamant leur droit, il fut limogé, tout comme certains de ses camarades frondeurs. Après deux ans de réflexion, Logossou a finalement trouvé son chemin en se lançant dans l'élevage de volailles.

Suite à une grève réclamant leur droit, il fut limogé, tout comme certains de ses camarades frondeurs. Après deux ans de réflexion, Logossou a finalement trouvé son chemin en se lançant dans l'élevage de volailles. "J'avais un petit fonds et avec l'aide de certains éleveurs dans le milieu, j'ai commandé 250 poussins. C'est comme ça j'ai lancé ma carrière d'éleveurs", témoigne à agridigitale.net le mécanicien reconverti en éleveur. La vie dit-on n'a jamais été un cours d'eau tranquille. Au fur et à mesure que son cheptel grandissait, il raconte que sur insistance de son ancien employeur, il a été prié de reprendre son poste de mécanicien au sein de l'usine après 2 ans d'absence. Il accepta l'offre mais n'a pas tenu pour longtemps car la vente de ses volailles lui rapportait plus de revenus que le salaire précaire et dérisoire qu'il touchait à la fin de mois en tant qu'employé. "J'avoue qu'après une année et demi, à comparer le salaire et le chiffre d'affaires de mon activité d'élevage, j'ai remarqué que je perdais mon temps et j'ai finalement rendu ma démission. En 2 ans et assisté par ma femme, mon cheptel



● *Logossou Adzété n'est pas de nature à baisser les bras face aux difficultés (image AGD/P.S)*

grandit et on s'en sort pour le mieux", souligne Logossou Adzété.

## Vivre simplement de sa passion

Par semaine, la petite ferme de Logossou installée à 'Nazokomé' produit 150 plateaux d'œufs. La quasi-totalité des œufs sont livrés à Lomé sur commande. Le plateau est vendu à 1800F.CFA. Il dispose de 2550 têtes de poules pondeuses. En Mars dernier, il bénéficie d'un accompagnement du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) à hauteur de 1,2 millions qui lui permet de réaliser un forage sur le site et de commander encore 1000 poussins. Un prêt qu'il aura à payer sur 2 ans maximum. "L'eau était ma première difficulté sur cette

ferme. Je dépensais par jour 550 F.CFA juste pour faire boire les poules. Ce fonds est venu à point nommé pour résoudre ce problème et je pense que maintenant, c'est un souci de moins" ajoute-t-il très satisfait de l'évolution des choses. Dans ses perspectives, Logossou prévoit se lancer aussi dans l'élevage de dindons. L'espace étant déjà disponible, il rassemble les fonds pour l'aménagement et faire venir les oiseaux. Pour lui, l'entrepreneuriat vaut mieux que tout autre métier car aujourd'hui, il vit beaucoup mieux avec sa famille contrairement aux années où il était encore employé. Il conseille aux jeunes de lui emboîter le pas.

*Avec agridigitale.net*



● *Logossou a retrouvé sa passion auprès de ses volailles*

## Campagne nationale de reboisement 2021

## Le gouvernement appelle à la mobilisation

En prélude à la journée de l'arbre célébrée le 1er juin de tous les ans au Togo, le gouvernement réuni en conseil des ministres le 26 mai 2021, a appelé la population à une mobilisation massive pour la réussite de la campagne nationale de reboisement de cette année

● *Eyram AKAKPO*

L'exécutif togolais veut augmenter le taux de couverture forestière dans le pays. En conseil des ministres, il a invité « l'ensemble de la population à se mobiliser massivement pour permettre à notre pays d'améliorer son couvert forestier », indique le communiqué des travaux. Le ministre en charge de l'Environnement et des ressources forestières Foli Bazi Katari, a au cours du conseil présenté une communication qui a permis de faire le point sur l'organisation de la campagne de reboisement 2021. L'objectif visé est d'accroître significativement la couverture fores-



tière nationale et de disposer de la matière première pour les industries transformatrices de bois. « Le gouvernement entend procéder au lancement de la campagne en deux temps : le 1er juin, un démarrage officiel avec la mise en terre de 300.000 plants puis à partir du 02 juin

et pendant toute la saison des pluies, la campagne de reboisement se poursuivra avec pour objectif la mise en terre de 10.000.000 de plants », a précisé le conseil qui a exhorté la population à faire le suivi des plants mis en terre et à œuvrer pour leur valorisation économique.

## Football

## Quel avenir pour Zinedine Zidane ?

*Libre comme l'air, Zinedine Zidane souhaite entraîner la saison prochaine. Oui, mais où ?*

Le Real Madrid a confirmé officiellement le départ de Zinedine Zidane. À un an de la fin de son contrat, le technicien tricolore a décidé de dire stop. C'est la deuxième fois de sa carrière d'entraîneur qu'il quitte le club merengue alors qu'il y est encore lié contractuellement. En 2018, le coach français avait coupé. Cet été, la donne semble différente. Selon les informations de la Cadena COPE, en marge de l'annonce de son départ, ZZ a confié à ses désormais anciens joueurs qu'il souhaitait entraîner la saison prochaine. Longtemps, on a pensé que la Juventus, où il a évolué en tant que joueur, pourrait l'accueillir pour lancer un nouveau cycle après le relatif échec Andrea Pirlo (4e de Serie A, vainqueur de la Coupe et de la Supercoupe d'Italie). Oui, mais voilà, la Vieille Dame est tombée d'accord avec un autre ex, Massimiliano Allegri, comme

l'annoncent les médias italiens. Souvent, aussi, on le président de la Fédération Française de Football Noël Le Graët le premier, annonce Zizou comme le successeur désigné de Didier Deschamps à la tête de l'équipe de France.

## Quelques projets emballants

Mais l'actuel sélectionneur est sous contrat jusqu'au Mondial 2022 au Qatar et, hormis un terrible fiasco des Bleus lors de l'Euro 2020, il paraît très improbable de le voir prendre la porte. Quelles options lui reste-t-il ? Il y a des postes vacants dans certains clubs qualifiés pour la prochaine Ligue des Champions, compétition qu'il a remportée à trois reprises, à Lille et à l'Inter notamment, après les départs respectifs de Christophe Galtier et Antonio Conte. Le FC Barcelone cherche ouvertement un successeur à Ronald Koeman, même s'il paraît

complètement fou d'imaginer le Marseillais, tellement marqué par le Real, sur le banc blaugrana. L'Olympique Lyonnais en Ligue 1 ou Tottenham en Premier League sont des projets qui pourraient potentiellement l'emballer, l'OGC Nice, où a récemment officié son ancien partenaire en Bleu Patrick Vieira, dans une moindre mesure. Très attaché aux Girondins de Bordeaux, où il a joué et où il a failli commencer sa carrière d'entraîneur, envisagerait-il de s'associer à un ambitieux projet de reprise ? Les rumeurs les plus folles l'envoient déjà sur le banc du Paris SG, quelques heures après les révélations de la presse anglaise au sujet du mal-être de Mauricio Pochettino dans la capitale. Les candidats risquent de se multiplier dans les prochaines semaines. Le champion du monde 1998 va animer les gazettes pendant un bon bout de temps.

*Avec footmercato.net*

## Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

**émission**  
**performances**

UNE INITIATIVE DE ECO FINANCE ENTREPRISES

**ÉDITION SPECIALE**

**En direct sur Business 24 Africa le 30 Mai à 19H00**

**CHAINE 171 CANAL+**

**Célébrer les 20 ans de Krystal Optique**

**Krystel DICOH**

Directrice Générale de KRYSTAL OPTIQUE  
DG Optical Discount  
Directrice de Publication de Dagan Magazine

**Leader**




Logos: 2s tv, L'ÉVEIL, LIBERAL, bfi, ORTB, TOGOREVEIL, SAVOIR NEWS, BUSINESS 24, L'économiste, TOGO FIRST, Lfrii, tm TOGOMATIN, TVE TELEVISION TOGOLAISE

**MARBRE - PIERRE - GRANITE**

La morale de notre travail est la force d'unir notre professionnalisme pour satisfaire nos clients.

**Travail professionnel de qualité**



**LA MAIN DU MARBRE**

**WWW.LAMAINDUMARBRE.COM**  
contact@lamaindumarbre.com  
**+228 918 943 13/921 408 56**